

Pr J.-M. LEMOYNE de FORGES
Vice- président du Tribunal Suprême
de la Principauté de Monaco

Proposition de réécriture de l'article 10 du Règlement intérieur de la Conférence européenne des cours constitutionnelles :

Exposé des motifs :

1 – Les débats qui ont eu lieu au début de la première réunion du Cercle des Présidents à Batumi ont montré qu'il subsiste une certaine ambiguïté sur la fixation de l'ordre du jour.

L'article 9 § 4 des Statuts et l'article 10.1 du Règlement intérieur prévoient que l'ordre du jour du Cercle des Présidents doit être joint à l'invitation adressée aux Présidents.

Quel est le statut juridique du document adressé aux Présidents ? Dans la mesure où les décisions du Cercle des Présidents doivent être prises à la majorité des deux tiers (art. 9 § 7 des Statuts), deux interprétations sont possibles :

- ou bien la majorité des deux tiers est exigée pour établir l'ordre du jour définitif, c'est à dire y inscrire tout ou partie des questions qui figurent dans le document adressé aux Présidents, ou encore pour ajouter à l'ordre du jour (sur l'initiative du Président ou à la demande d'un ou plusieurs membres) une question qui ne figurait pas sur ce document. Dans cette analyse, le document adressé aux Présidents n'est en réalité qu'un projet d'ordre du jour ;

- ou bien la majorité des deux tiers est exigée pour modifier l'ordre du jour préalablement établi par le Président.

Dans les deux interprétations, les modalités de vote sont identiques quand il est proposé (par le Président ou par un ou plusieurs membres) d'ajouter une question qui n'avait pas été inscrite par le Président : la majorité des deux tiers est alors évidemment requise.

En revanche, s'il s'agit (sur l'initiative du Président ou à la demande d'un ou plusieurs membres) de retirer une question déjà inscrite par le Président, les deux interprétations ont des conséquences différentes : dans la première interprétation, cette question ne figure pas à l'ordre du jour définitif tant que le Cercle des Présidents ne l'a pas décidé à la majorité des deux tiers ; dans la seconde interprétation, il faut réunir une majorité des deux tiers pour la retirer de l'ordre du jour.

Dans la mesure où, « *en cas de doute, la version française prévaut* » (art. 18-3 du Règlement intérieur), la deuxième interprétation peut s'appuyer sur la deuxième phrase de l'article 10-2 du Règlement intérieur selon laquelle l'ordre du jour « peut être modifié ou complété au début de la séance » : s'il peut être « modifié », c'est qu'il était déjà fixé avant la séance, de sorte qu'une majorité des deux tiers est nécessaire pour que cette modification soit décidée par le Cercle des Présidents, que ce soit pour ajouter une nouvelle question ou pour retirer une question déjà inscrite .

Lors de la première réunion du Cercle des Présidents à Batumi, il semble que c'est la première interprétation qui ait prévalu puisque le Président de la Conférence a considéré qu'un vote à la majorité des deux tiers était nécessaire pour inscrire à l'ordre du jour définitif une question qui figurait dans le document remis aux participants ; implicitement mais nécessairement, il a donc considéré que l'ordre du jour distribué aux participants n'était qu'un projet d'ordre du jour, préparé par le Président, mais ne devenant définitif qu'à l'issue de ce vote. Cette interprétation est logique puisque le premier acte d'une réunion de ce type est bien d'adopter l'ordre du jour ; elle n'est cependant pas tout à fait cohérente avec le texte de l'article 10-2 du Règlement intérieur.

Il est donc proposé de clarifier la situation en indiquant expressément que le document adressé aux Présidents avant la séance n'est qu'un « projet d'ordre du jour ». Si cette proposition est retenue par le Cercle des Présidents, il en résulte qu'il serait incorrect d'ajouter que cet ordre du jour peut être « modifié ou complété au début de la séance ».

2 – Par ailleurs, puisque « *la version française prévaut* », il est ici aussi proposé de modifier légèrement la rédaction de l'article 10-1 du Règlement intérieur : le texte français semble être une traduction de l'anglais car, en français, il n'est pas tout à fait correct sur le plan grammatical. Il serait grammaticalement plus correct de reprendre la formulation qui figure dans l'article 9 § 4 des Statuts. C'est l'objet de la modification relative à l'envoi du projet d'ordre du jour.

TEXTE PROPOSÉ :

Règlement intérieur :

Art. 10 – Ordre du jour (art. 9 des statuts) :

1 – Le projet d'ordre du jour doit être joint à l'invitation écrite au « Cercle des Présidents ».

2 – L'ordre du jour est adopté au début de la séance ; il énumère séparément les différents thèmes qui feront l'objet des débats (cf. annexe).

(La suite de l'article 10 sans changement)

UNOFFICIAL TRANSLATION:

Prof. J.-M. LEMOYNE de FORGES

*Vice-president of the Supreme Court
of the Principality of Monaco*

Suggested redrafting of Article 10 of the Regulations of the Conference of European Constitutional Courts

Motives:

1. The discussions which opened the first meeting of the Circle of Presidents in Batumi showed that when it comes to adopting an agenda for the meeting, a certain degree of ambiguity remains. Articles 9.1 of the Statute and 10.1 of the Regulations state that the agenda of the Circle of Presidents must accompany the written invitations to the meeting.

But what is the legal status of the document sent to the Presidents? Given the fact that decisions taken by the Circle of Presidents require a two-thirds majority (Art. 9.7 of the Statute), there can be two interpretations:

- either the two-thirds majority is required in order to establish a final agenda, i.e. to include in the agenda all or some of the questions contained in the document sent to the Presidents, or to add to the agenda (following the President's decision, or at the request of one or more members) a question which was not included in this document. In this analysis, the document sent to the Presidents is essentially a draft agenda;

- or the two-thirds majority is required in order to modify the agenda which the President has established beforehand.

In both these interpretations, the voting method is identical when a proposal is made (by the President or by one or more members) to add a question which had not been included by the President: a two-thirds majority is obviously required.

On the other hand, in case a proposal is made (by the President or by one or more members) to remove a question previously included by the President, both interpretations have different consequences: according to the first interpretation, this question cannot be included in the final version of the agenda as long as the Circle of Presidents has not made a decision with a two-thirds majority; according to the second interpretation, a two-thirds majority is required to strike the question from the agenda.

As 'the French version is authentic' [*en cas de doute, la version française prévaut*] (Art. 18.3 of the Regulations), the second interpretation can rest upon the second sentence of Art. 10.2 of the Regulations, according to which the agenda 'may be modified or completed at the beginning of the meeting' [*peut être modifié ou complété au début de la séance*]: but if it can be 'modified', then the agenda has already been drawn up before the meeting, meaning that a two-thirds majority is required for this modification to be approved by the Circle of Presidents, regardless of whether a new question is being added or an existing one removed.

During the first meeting of the Circle of Presidents in Batumi, the first interpretation seems to have carried the day, since the President of the Conference considered that a two-thirds majority was needed in order to add to the final version of the agenda a question which featured in the document sent to the participants. Implicitly but necessarily, he therefore considered that the agenda which had been sent to the participants was no more than a draft agenda, prepared by the President, but whose final version needed to be voted upon. This interpretation is logical, since the first task of a meeting of this kind is indeed to adopt an agenda, and yet it does not quite match the wording of Art. 10.2 of the Regulations.

The suggestion is therefore to clarify the situation by explicitly indicating that the document sent to the Presidents before the meeting is a 'draft agenda'. If the Circle of Presidents accepts this modification, it would therefore be incorrect to add that this agenda may be 'modified or completed at the beginning of the meeting'.

2. Also, since 'the French version is authentic', this proposal also recommends slightly rewriting Art. 10.1 of the Regulations: the French text seems to have been translated from English, and contains some grammatical errors. Grammatically speaking, it would be more appropriate to reuse the wording of Art. 9.4 of the Statute. This is the goal of the modification concerning the sending of the draft agenda.

PROPOSED WORDING:

Regulations:

Article 10 — Agenda (Art. 9 of the Statute)

1 — The written invitation to the meetings of the Circle of Presidents must be accompanied by the draft agenda for the meeting.

2 — The agenda is adopted at the beginning of the meeting; it mentions the individual topics which will be discussed (see Encl.).

(Art. 10 continues unchanged.)

INOFFIZIELLE ÜBERSETZUNG:

Prof. J.-M. LEMOYNE de FORGES

Vizepräsident des Obersten Gerichtshofs des
Fürstentums Monaco

Vorschlag der Änderung der Fassung von Artikel 10 der Konferenzordnung der Konferenz der Europäischen Verfassungsgerichte

Gründe:

1. Die Diskussion, die auf der ersten Sitzung der Präsidenten-Runde in Batumi eröffnet wurde, hat die fehlende Eindeutigkeit des Vorgehens zur Verabschiedung der Tagesordnung gezeigt.

In Art. 9.1 des Statuts und Art. 10.1 der Konferenzordnung ist geregelt, dass mit der schriftlichen Einladung die Tagesordnung der Präsidenten-Runde mitzuteilen ist.

Wie ist allerdings der rechtliche Status des den Präsidenten zugesandten Dokuments? Da es zu einer wirksamen Beschlussfassung in der Präsidenten-Runde einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der anwesenden Mitglieder bedarf (Art. 9.7 des Statuts), bieten sich zwei mögliche Auslegungen an:

- entweder ist die angeführte Zwei-Drittel-Mehrheit zur Bestimmung der Endfassung der Tagesordnung erforderlich, d. h. dazu, damit auf die Tagesordnung alle oder nur einige der im den Präsidenten zugesandten Dokument enthaltenen Punkte gesetzt werden, oder dass in die Tagesordnung ein Punkt ergänzt wird, der im genannten Dokument nicht enthalten war (aufgrund einer Entscheidung des Vorsitzenden oder auf Antrag eines oder mehrerer Mitglieder). In einem solchen Fall ist das den Präsidenten zugesandte Dokument im Grunde ein Vorschlag der Tagesordnung;
- oder ist die Zwei-Drittel-Mehrheit zur Abänderung der Tagesordnung notwendig, die vorher der Vorsitzende bestimmt hat.

In beiden Fällen gelangt die gleiche Abstimmungsform zur Anwendung, wenn es sich um den (vom Vorsitzenden oder von einem oder mehreren Mitgliedern) vorgelegten Vorschlag auf Ergänzung eines Punktes handelt, der vom Vorsitzenden ursprünglich nicht in die Tagesordnung aufgenommen wurde: hier ist die Zwei-Drittel-Mehrheit offenkundig erforderlich.

Auf der anderen Seite, wenn (vom Vorsitzenden oder einem oder mehreren Mitgliedern) der Antrag auf Streichung eines bestimmten Punktes vorgelegt wird, der vom Vorsitzenden ursprünglich in die Tagesordnung aufgenommen wurde, bewirken beide Auslegungsformen unterschiedliche Folgen: laut erster Auslegung kann dieser Punkt nicht in die Endfassung der Tagesordnung aufgenommen werden, solange die Präsidenten-Runde nicht in diesem Sinne eine Entscheidung mit Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen trifft, während laut zweiter Auslegung zur Streichung des entsprechenden Punktes aus der Tagesordnung die Zwei-Drittel-Mehrheit erforderlich ist.

Da „in Zweifelsfällen die französische Fassung vorgeht“ [*en cas de doute, la version française prévaut*] (Art. 18.3 der Konferenzordnung), kann die zweite genannte Auslegung von Art. 10.2, Satz

zwei der Konferenzordnung ausgehen, nach der die Tagesordnung „zu Beginn der Sitzung abgeändert und ergänzt werden kann“ [*peut être modifié ou complété au début de la séance*]: wenn allerdings die Tagesordnung „abgeändert werden kann“, musste sie bereits vor der Sitzung aufgestellt worden sein und ist die Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen zur Genehmigung einer solchen Abänderung durch die Präsidenten-Runde notwendig, ungeachtet dessen, ob ein neuer Tagesordnungspunkt ergänzt oder ein bestehender Tagesordnungspunkt gestrichen wird. Auf der ersten Sitzung der Präsidenten-Runde in Batumi hat augenscheinlich die erstgenannte Auslegung überwogen, da der Vorsitzende der Konferenz zum Schluss gelangt ist, dass die Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen zur Ergänzung des im den Teilnehmern zugesandten Dokument enthaltenen Punktes in die Endfassung der Tagesordnung erforderlich ist. Implizit musste er daher auch zum Schluss gelangt sein, dass die den Teilnehmern zugesandte Tagesordnung nur ein Vorschlag der Tagesordnung war, die der Vorsitzende aufgestellt hat, über deren Endfassung aber noch abzustimmen ist. Diese Auslegungsform ist logisch, da erste Aufgabe einer solchen Sitzung die Verabschiedung der Tagesordnung ist, zugleich entspricht sie allerdings nicht genau der Fassung von Art. 10.2 der Konferenzordnung.

Es wird daher beantragt, den gesamten Sachverhalt dahingehend zu klären, dass ausdrücklich angeführt wird, dass das der Präsidenten-Runde vor der Sitzung zugesandte Dokument der „Vorschlag der Tagesordnung“ ist. Wenn die Präsidenten-Runde diese Änderung verabschiedet, wird der Zusatz, nach dem diese Tagesordnung „zu Beginn der Sitzung abgeändert und ergänzt werden kann“, bereits keine Relevanz mehr haben.

2. Darüber hinaus wird, da „in Zweifelsfällen die französische Fassung vorgeht“, auch vorgeschlagen, eine geringfügige Abänderung der Formulierung von Art. 10.1 der Konferenzordnung vorzunehmen: die französische Fassung wurde hier scheinbar aus dem Englischen übersetzt und enthält einige grammatikalische Fehler. Aus grammatikalischer Sicht wäre es zweckmäßiger, die Fassung von Art. 9.4 des Statuts zu übernehmen. Dies ist Zweck der Abänderung bezüglich der Zusendung des Vorschlags der Tagesordnung.

VORGESCHLAGENE FASSUNG:

Konferenzordnung:

Artikel 10 – Tagesordnung (Artikel 9 des Statuts)

1 — Mit der schriftlichen Einladung zur „Präsidenten-Runde“ muss der Vorschlag der Tagesordnung mitgeteilt werden.

2 — Zu Beginn der Sitzung wird die Tagesordnung verabschiedet, in der die verschiedenen Beratungsgegenstände der Tagesordnung einzeln aufgeführt werden (siehe Anhang).

(Die weitere Fassung von Artikel 10 bleibt unverändert.)

неофициальный перевод:

Проф. Ж.-М. ЛЕМУАН де ФОРЖ

Заместитель Председателя Верховного
суда Княжества Монако

Предлагаемое изменение Статьи 10 Регламента Конференции европейских конституционных судов

Мотивы:

1. Дискуссия, которая открыла первое заседание «Круга Председателей» в г. Батуми, показала, что процесс одобрения повестки дня заседания сохраняет определенную степень неоднозначности.

Статья 9.1 Устава и Статья 10.1 Регламента предусматривают факт, что к письменным приглашениям на заседание «Круга Председателей» необходимо приложить повестку дня. Однако какой правовой статус имеет документ, направленный Председателям? Учитывая тот факт, что для принятия решений «Кругом Председателей» требуется большинство не менее двух третей голосов (Ст. 9.7 Устава), возможно двойное толкование:

- или большинство не менее двух третей голосов требуется для составления окончательной повестки дня, т.е. включения в повестку дня всех или некоторых пунктов, содержащихся в документе, направленном Председателям, или для внесения в повестку дня (на основании решения Председателя «Круга Председателей» или запроса одного или более членов) пункта, не содержащегося в данном документе. В таком случае документ, направленный Председателям, является, по существу, проектом повестки дня;
- или большинство не менее двух третей голосов требуется для изменения повестки дня, которую Председатель «Круга Председателей» составил заранее.

В обоих этих толкованиях метод голосования, в случае предъявления (Председателем «Круга Председателей» или одним или более членами) предложения о внесении пункта, который не был включен Председателем «Круга Председателей», остается тот же: явно требуется большинство не менее двух третей голосов.

С другой стороны, в случае, если (Председателем «Круга Председателей» или одним или более членами) предъявлено предложение об исключении пункта, ранее включенного Председателем «Круга Председателей», то оба толкования влекут за собой разные последствия: согласно первому толкованию данный пункт нельзя включить в окончательную версию повестки дня, пока «Круг Председателей» не примет решение большинством не менее двух третей голосов; согласно второму толкованию большинство не менее двух третей голосов требуется для того, чтобы исключить пункт из повестки дня.

В связи с тем, что «основным является французский текст» [*en cas de doute, la version française prévaut*] (Ст. 18.3 Регламента), второе толкование может основываться на втором предложении Ст. 10.2 Регламента, согласно которому повестка дня «может быть изменена или дополнена в начале заседания» [*peut être modifié ou complété au début de la séance*], однако если повестка дня может быть «изменена», значит она уже была составлена перед заседанием, что в свою очередь означает, что большинство не менее двух третей голосов требуется для одобрения данного изменения «Кругом Председателей», несмотря на то, был ли внесен новый, или исключен существующий пункт.

Во время первого заседания «Круга Председателей» в г. Батуми участники, вероятно, руководствовались первым толкованием, так как Председатель Конференции полагал, что для внесения в окончательную версию повестки дня пункта, содержащегося в документе, направленном участникам, необходимо было получить большинство не менее двух третей голосов. Следовательно, Председатель «Круга Председателей» неявно, но настойчиво полагал, что повестка дня, направленная участникам, являлась только проектом повестки дня, составленным Председателем «Круга Председателей», и ее окончательная версия решится голосованием. Данное толкование является логичным, так как, на самом деле, первой задачей заседания данного вида является одобрение повестки дня, однако все же это толкование не вполне соответствует редакции Ст. 10.2 Регламента.

Таким образом, настоящим предложением рекомендуется выяснение ситуации, которое заключается в ясном определении факта, что документ, направляемый Председателям перед заседанием, является «проектом повестки дня». В случае, если «Круг Председателей» одобрит данное изменение, было бы ошибочно добавлять, что повестка дня «может быть изменена или дополнена в начале заседания».

2. Также, в связи с тем, что «основным является французский текст», настоящим предложением рекомендуется несколько изменить Ст. 10.1 Регламента: французский текст, вероятно, был переведен с английского языка и содержит некоторые грамматические ошибки. С грамматической точки зрения было бы более уместно повторно использовать формулировку Ст. 9.4 Устава. Такова цель изменения, касающегося направления проекта повестки дня.

ПРЕДЛАГАЕМАЯ ФОРМУЛИРОВКА:

Регламент:

Статья 10 — Повестка дня (Ст. 9 Устава)

3 — К письменному приглашению на заседание Круга Председателей должен прилагаться проект повестки дня данного заседания.

4 — Повестка дня одобряется в начале заседания; в ней перечислены отдельные пункты, которые будут обсуждаться (см. Прил.).

(Остальная редакция Ст. 10 остается неизменной.)